A propos de la Circulaire sur le 11 novembre dans les établissements scolaires

Le ministre de l'Éducation nationale a annoncé une année scolaire « sans réforme », pourtant cette rentrée 2026 est marquée par une importante mesure :, la mise en place obligatoire d'une cérémonie pour « les morts pour la France » dans les établissements scolaires, à destination de toutes les classes à partir du CM1, aux alentours du 11 novembre. Inscrite dans un vaste programme de militarisation de la jeunesse et plus largement de la société, cette mesure franchit un nouveau cap dans le renforcement des liens entre école et Armées, entamé depuis très longtemps et validé par tous les gouvernements !

Annoncée en novembre 2025, en même temps que la mise en place du service national volontaire, cette commémoration obligatoire dans les établissements scolaires devient désormais effective avec la parution d'une circulaire assortie d'un guide pour accompagner les équipes pédagogiques. Les termes utilisés dans ces documents officiels ne laissent pas d'inquiéter quant à la finalité de cette mesure. S'y développe la conception d'un patriotisme sacrificiel : la citoyenneté y est définie en termes d' « un engagement parfois douloureux, toujours exigeant » ; les « Morts pour la France » qu'il s'agit de célébrer sont présentés comme le « symbole d'un sacrifice individuel au nom des valeurs communes ». Dans le cadre d'une société structurellement inégalitaire ces "valeurs communes" n'existent pas, leur mise en avant ne sert qu'à tenter de pérenniser les injustices et les discriminations. Les documents officiels préconisent des partenariats pour l'organisation de cette cérémonie, notamment avec les corps en uniforme, nouvelle occasion de faire pénétrer les Armées dans les écoles pour y diffuser une propagande militaire qui n'y a pas sa place. La « foire aux questions » proposée en fin du guide ne traite que des dispositions techniques de cette cérémonie, elle passe à côté de tous les questionnements que peut susciter une telle mesure chez des professionnel·les de l'éducation attaché·es à développer l'esprit critique des élèves, à les ouvrir à la complexité du monde, à leur proposer un enseignement émancipateur. En sus d'être une atteinte à la liberté pédagogique des enseignant·es, cette cérémonie obligatoire instrumentalise l'école pour en faire un lieu d'embrigadement, un lieu où l'on conditionne les jeunes esprits à un effort de guerre considéré comme nécessaire.

Cette mesure s'inscrit dans la continuité du guide « acculturer les jeunes à la défense » publié en novembre 2025 ; elle accompagne le développement et la promotion des classes défense et sécurité et globale ; elle relève d'une vaste politique de militarisation de l'école, largement portée par l'actuel ministre ÉEdouard Geffray, fervent partisan du renforcement des liens entre l'école et les Armées. Ces choix politiques relaient l'idéologie d'extrême droite, participent à sa diffusion et à sa banalisation. Cette conception autoritaire de l'école, au service d'un projet nationaliste, représente un danger dans un contexte marqué par la menace d'une arrivée imminente de l'extrême droite au pouvoir, dans un contexte où ce camp politique s'est déjà imposé dans de nombreuses mairies. La cérémonie autour du 11 novembre donne ainsi prétexte à l'extrême droite de s'ingérer dans les établissements scolaires dans toutes les collectivités où ce camp politique compte des élu·es.

Nos organisations dénoncent cette cérémonie imposée dans les établissements scolaires, elles exigent son retrait, comme elles exigent le retrait de l'ensemble des dispositifs qui, dévoyant l'école de son rôle et de ses missions, en font une antichambre des Armées. On ne construit pas une politique éducative, on ne répond pas aux attentes de la jeunesse à coup de mesures qui assurent la mainmise des Armées sur les espaces de formation. Dans un contexte marqué par des restrictions budgétaires qui portent de graves atteintes au service public d'éducation, alors que la santé mentale des jeunes se dégrade, il y a d'autres préoccupations à avoir que l'instauration d'une cérémonie militaire dans les écoles. Refusant de déployer les moyens nécessaires pour une politique ambitieuse à l'égard de la jeunesse, incapable de répondre aux revendications de cette jeunesse, réprimée dès lors qu'elle s'engage et se mobilise pour la justice sociale et climatique, contre les crimes de guerre, pour le soutien aux luttes de libération sociale et nationale, le gouvernement lui impose comme seule voie celui de l'enrôlement, moyen d'assurer sa mise sous contrôle.

Nos organisations refusent que la jeunesse soit conditionnée par les guerres, toujours plus nombreuses, intenses et meurtrières, produites par les ambitions impérialistes et capitalistes de grandes puissances. Promouvoir réellement la paix, c'est défendre le droit des peuples à l'autodétermination et soutenir les résistances à toutes les agressions impérialistes, assurer une cohésion sociale qui passe par la défense des biens communs et non leur destruction comme cela est fait aujourd'hui, Sous prétexte de célébrer « la paix conquise, la liberté préservée, la résilience d'un peuple face à l'adversité », la cérémonie « pour les morts pour la France » crée une cohésion nationale factice et fantasmée, masquant sciemment les enjeux politiques auxquels les guerres répondent, les enrôlements forcés, les violences coloniales. Nos organisations appellent à déployer des résistances collectives pour s'opposer à l'organisation de cette cérémonie dans les écoles. Cela concerne les élèves, les parents d'élèves, les enseignantes et les enseignants, l'ensemble des citoyens et des citoyennes !

Signataires :

- **Solidaires**
- **Fédération nationale de la Libre Pensée**
- **Union Pacifiste de France**
- **Fédération Nationale Laïque des Monuments Pacifistes**
- **Collectif vosgien contre la militarisation de la jeunesse et de l'école**
- **Emancipation tendance intersyndicale**
- **Collectif Charente-Maritime *nonmilitarisation17***
- **FNECFP-FO (FO Enseignement)**
- **Comité Femmes 04 contre la Guerre**